

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[CollectionBoite\\_002 | Système pénal. XVIIe-XVIIIe siècles](#)[CollectionBoite\\_002-12-chem | Réformateurs XVIIIe siècle. Item](#)[Lacretelle. Dissertation sur le ministère public \(in Discours sur le préjugé des peines infamantes, 1784\).](#) | [Le ministère public. \[photocopie\]](#)

## Lacretelle. Dissertation sur le ministère public (in Discours sur le préjugé des peines infamantes, 1784). | Le ministère public. [photocopie]

**Auteur : Foucault, Michel**

### Présentation de la fiche

Coteb002\_f0546

SourceBoite\_002-12-chem | Réformateurs XVIIIe siècle.

LangueFrançais

TypeFicheLecture

Références bibliographiques[Lacretelle, Discours sur le préjugé des peines infamantes, couronnés à l'Académie de Metz 1784](#)

Référentiel BNF<https://data.bnf.fr/ark:/12148/cb307102590>

RelationNumérisation d'un manuscrit original consultable à la BnF, département des Manuscrits, cote NAF 28730

### Références éditoriales

Éditeuréquipe FFL (projet ANR *Fiches de lecture de Michel Foucault*) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle).

Droits

- Image : Avec l'autorisation des ayants droit de Michel Foucault. Tous droits réservés pour la réutilisation des images.
- Notice : équipe FFL ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Notice créée par [équipe FFL](#) Notice créée le 20/07/2020 Dernière modification le 23/04/2021

---

## Données de data.bnf.fr

AUTEUR : Lacretelle, Pierre-Louis (1751-10-10 -- 1751-10-10)

TITRE Discours sur le préjugé des peines infamantes, couronnés à l'Académie de Metz

LIEU DE PUBLICATION pas de lieu...

DATE 1784

EDITEUR , 1784



( 249 )

la monarchie , nos rois étoient de grands propriétaires , en même tems que des souverains ; ils recevoient des successions , ils faisoient des acquisitions : cet état de choses a toujours duré , & dure encore. Par-là il se sont trouvés assez riches pour soutenir la majesté de leur rang avec leurs possessions particulières. La nation n'avoit plus qu'à leur accorder un léger subside pour subvenir à la garde & à la police de l'état : il lui importoit de prévenir la dissipation que ses rois pouvoient faire de leurs propres richesses. Ce grand intérêt a inspiré deux principes importants , qui remontent à des tems très-reculés : le premier , que les biens qui ont une fois appartenu à la personne du roi , sont réputés biens de la couronne , & ne peuvent plus en être séparés ; le second , que ces biens sont d'une nature inaliénable.

La bonne administration & la con-



